

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 24 (1987)
Heft: 880

Artikel: Le monde change, pas la Suisse
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1019855>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le monde change, pas la Suisse

Donc, les élections nationales ont eu lieu, en petit comité. Une fois de plus, les abstentionnistes sont le parti majoritaire. Au lamento traditionnel sur ces indifférents qui ont tort, il faut ajouter ceci.

A part cette "masse", cette "base" (les termes chargés autrefois d'idéologie révolutionnaire vont comme un gant aux abstentionnistes), il faut compter le million d'étrangers, le quart de notre population active, dont les adultes sont sans voix civiques. Aux abstentionnistes de vocation, suisses, s'ajoutent les abstentionnistes par obligation, les étrangers. Ceux qui votent sont donc deux fois minoritaires.

Ce constat dépasse la simple statistique électorale; le glissement vers le corporatisme politique est évident.

Plus que jamais, ce fut la dominante de ces élections. Les partis cherchent à faire le plein de leur clientèle potentielle, non pas regroupée sur quelques projets à promouvoir, mais dispersée, éclatée en petits cercles d'intérêts que chaque candidat est autorisé, invité, à attirer. Se multiplient les lettres ciblées, les "tarifs" publics ou privés. Les partis dont la vocation devrait être polyvalente deviennent de la sorte multiconcorporatistes. Ils ne regroupent plus des généralistes, mais des spécialistes de causes diverses et juxtaposées.

La télévision a rendu évidente, de manière presque caricaturale, l'absence de débat véritablement politique (voir en page deux). Encore est-elle un lieu de confrontation! Ailleurs, notamment dans le canton de Vaud, tout débat contradictoire sérieux a été décommandé (la fuite en arrière) par les partis de droite.

Plusieurs politologues avaient imaginé un scénario de changement, dont ils firent même un livre. Ils envisageaient une forte avance des verts, qui, avec un parti socialiste inentamé, des indépendants et des écologistes élus sur des listes du

centre-droit rendraient possibles des majorités de rechange.

C'est ce scénario qui ne s'est pas réalisé: en Suisse allemande parce que l'affaiblissement des partis gouvernementaux a touché notamment le parti socialiste, et que la poussée verte est faible; en Suisse romande parce que la poussée verte n'a pas eu lieu.

L'échec de plusieurs femmes, le glissement du canton de Neuchâtel qui était un exemple d'ouverture civique, dans la banalité des ententes centre-droit confirment l'absence de mobilisation sur des projets porteurs.

Le Conseil des Etats, encore plus (si c'est possible) bicolore et conservateur (Monika Weber n'y fera pas le printemps) est renforcé dans sa position de verrouilleur.

Or, des échéances difficiles, à la mesure de l'histoire, attendent la Suisse. Il faut notamment regretter que le débat sur l'Europe ait été escamoté par la question journalistique, formulée de manière simpliste, sur l'adhésion à la CEE oui ou non.

Mais la nécessaire adaptation à l'Europe, quelle que soit la voie d'approche choisie, exigera beaucoup de recul par rapport à nos intérêts les plus immédiats. Cette hauteur de vue n'a pas sa traduction politique; nulle indication n'est donnée au Conseil fédéral, trop enclin déjà au terre-à-terre.

La préoccupation n'est pas partisane, nullement une question de couleur, de sexe des élus, de sièges gagnés-perdus.

Un petit pays, surtout s'il est parmi les plus riches du monde, doit, pour justifier sa raison d'être, faire la preuve de son exemplarité, de sa capacité de remettre en cause les privilèges abusifs, de s'adapter. Quatre ans vont passer. De la stabilité à l'immobilisme: que personne ne bouge!